



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

France

La production manufacturière augmente

La production manufacturière de la France a poursuivi sa reprise en février selon l'indice PMI publié lundi par l'agence S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCOB). L'indice des acheteurs ... • (Page 08)

Afrique de l'Ouest

À Abidjan, le GIABA mobilise la jeunesse contre le blanchiment de capitaux

La 6e édition du concours interuniversitaire d'art oratoire du GIABA s'est tenue le 28 février 2026 à Abidjan ... • (Page 09)



Tribune de Ajay Banga, président du Groupe de la Banque mondiale • (Page 03)

Créer des emplois pour 1,2 milliard de nouveaux travailleurs dans le monde



Occupation anarchique des voies et du littoral • (Page 04)

Restaurer l'ordre pour préserver l'équilibre urbain et environnemental

Cartographie

Des experts formés au drone Wingtra Gen II à Atakpamé

Du 23 au 27 février 2026, une formation technique sur le drone Wingtra Gen II s'est tenue à Atakpamé. Portée ... • (Page 02)

Capital-risque

La BAD investit 6,5 millions d'euros dans le fonds Saviu II

Le Groupe de la Banque africaine de développement prend une participation de 6,5 millions d'euros au fonds Saviu pour accompagner ... • (Pages 04)

Autorité des Marchés Financiers

L'AMF-UMOA tient ses 94ème et 95ème réunions du Comité exécutif

Réunie les 26 et 27 février 2026 sous la présidence de Kossi Tenou, l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine a examiné 26 dossiers ... • (Page 06)

Togo /football

Les Eperviers entrent dans une nouvelle ère avec Patrice Neveu

Le nouveau sélectionneur des Eperviers du Togo, Patrice Neveu, a officiellement signé son contrat le 2 mars 2026 à Lomé. Détermination, rigueur et mérite ... • (Page 11)

CANALBOX

FIBREZ SANS FRAIS



PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866

www.canalbox.tg

*Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

Coût de l'appel : 20 FCFA.

Cartographie

Des experts formés au drone Wingtra Gen II à Atakpamé

Du 23 au 27 février 2026, une formation technique sur le drone Wingtra Gen II s'est tenue à Atakpamé. Portée par l'OMCA-Togo dans le cadre du projet LRAP, elle vise à renforcer les capacités nationales en matière de données géospatiales de haute précision.

● Junior Aredola

Formation stratégique au service de la précision géospatiale. La ville d'Atakpamé, chef-lieu de la Région des Plateaux, a accueilli du 23 au 27 février 2026 une mission de formation technique consacrée à l'utilisation du drone de cartographie « Wingtra Gen II ». Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de réforme pour l'accroissement de la productivité agricole au Togo (LRAP), mis en œuvre par le Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo), afin d'accompagner le gouvernement dans ses réformes foncières et le renforcement de l'information géographique. La formation, destinée à des professionnels de la topographie, de la cartographie et des systèmes d'information géographique, avait pour objectif de renforcer les capacités techniques des cadres issus notamment des ministères chargés de l'urbanisme, de l'agriculture et du cadastre. Durant cinq jours, les participants ont alterné entre modules théoriques et exercices pratiques : planification des vols, manipulation opérationnelle du drone, sécurité des missions et traitement photogrammétrique des données pour la production d'orthophotos et de modèles



numériques de terrain. Grâce à sa technologie à décollage et atterrissage vertical (VTOL), le Wingtra Gen II permet de couvrir de vastes zones, y compris des espaces difficiles d'accès, avec un gain significatif en temps, en précision et en coûts.

Technologie pour la réforme foncière

Cette formation traduit une volonté claire de moderniser les outils de collecte et de traitement des données géospatiales au Togo. Dans un contexte marqué par la nécessité de sécuriser le foncier et d'améliorer la planification territoriale, la maîtrise de technologies de pointe devient un impératif stratégique. La qualité des données topographiques conditionne en effet l'efficacité des politiques publiques en matière d'urbanisme, d'agriculture, d'infrastructures et de gestion environnementale. En dotant les professionnels nationaux d'outils modernes et de compétences actualisées, l'État renforce sa capacité à produire des données fiables, objectives et exploitables. La démarche s'inscrit également dans une logique de transfert de compétences durable. En

formant des formateurs, le projet vise à créer un noyau d'expertise capable de diffuser ces connaissances à l'échelle nationale.

Vers l'opérationnalisation de l'IGN-TOGO

Cette initiative intervient quelques jours après l'adoption en Conseil des ministres, le 19 février 2026, du décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Institut géographique national du Togo (IGN-TOGO). La mise en place de cet institut marque une étape majeure dans la structuration du secteur géospatial national. Elle vise à centraliser, normaliser et valoriser la production cartographique du pays. La formation organisée à Atakpamé s'inscrit ainsi dans une dynamique plus large de modernisation impulsée par les autorités togolaises, sous l'égide du Président Faure Essozimna Gnassingbé. L'objectif est de doter le pays de ressources humaines qualifiées et d'outils technologiques innovants au service de la gestion foncière, de la planification et du développement territorial durable.

AUX DECIDEURS ...

Rempart contre l'économie de l'ombre

Il est des lois qui dépassent le cadre technique pour toucher à l'essence même de l'État. L'adoption définitive du texte relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive appartient à cette catégorie. À travers ce vote, intervenu au terme d'un parcours parlementaire conforme aux exigences de la Ve République, le Togo affirme une ambition claire : protéger son économie et sécuriser son avenir.

Le blanchiment de capitaux n'est pas une abstraction juridique. C'est le mécanisme invisible qui permet aux fruits du crime de s'infiltrer dans les circuits légaux, de corrompre les marchés, de fausser la concurrence et d'étouffer les initiatives honnêtes. Il nourrit les réseaux criminels, alimente le terrorisme et affaiblit la confiance, cette matière première indispensable à toute économie moderne. Lorsqu'un pays laisse prospérer les flux illicites, il compromet ses investissements, son attractivité et, à terme, sa stabilité.

En adoptant ce texte, le législateur togolais envoie un signal fort : la République ne sera ni complaisante ni vulnérable face à l'argent sale. La modernisation du cadre juridique, le renforcement des mécanismes de surveillance, l'intensification des obligations de vigilance et l'amélioration des procédures de gel des avoirs constituent des avancées substantielles. Elles traduisent une volonté d'anticiper plutôt que de subir.

Au-delà de la technique, cette réforme s'inscrit dans une vision politique plus large portée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, articulée autour de la protection, du rassemblement et de la transformation. Protéger les citoyens contre les menaces diffuses que représentent les réseaux financiers criminels. Rassembler les institutions et les acteurs économiques autour d'un même impératif de transparence. Transformer l'appareil d'État pour le rendre plus efficace, plus crédible et plus aligné sur les standards internationaux.

Il faut également saluer la qualité du débat parlementaire et la convergence des deux chambres, sous la conduite notamment du Président de l'Assemblée nationale, Selom Komi Klassou. Dans un contexte mondial marqué par la sophistication croissante des circuits financiers illicites, cette cohésion institutionnelle est un atout.

Mais une loi, aussi ambitieuse soit-elle, ne vaut que par sa mise en œuvre. Le défi commence maintenant. Les institutions de contrôle devront disposer des moyens humains, techniques et financiers à la hauteur des exigences du texte. Les entités assujetties – banques, établissements financiers, professions réglementées – devront intégrer pleinement la culture du risque et de la vigilance. La coopération entre services nationaux et partenaires internationaux devra être constante et proactive.

Car la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas un combat ponctuel ; c'est un engagement permanent. Les réseaux criminels s'adaptent, innovent, exploitent les failles. L'État doit, lui aussi, rester agile et déterminé.

Cette réforme est également un message adressé aux investisseurs et aux partenaires du Togo. Elle renforce la crédibilité du pays, consolide la confiance et protège les ressources destinées au développement. En fermant la porte aux flux illicites, le Togo ouvre plus largement celle d'une croissance saine et durable.

Au fond, il s'agit d'un choix de société. Choisir la transparence plutôt que l'opacité. La légalité plutôt que la complaisance. La stabilité plutôt que le chaos silencieux des économies parallèles.

En érigeant un nouveau rempart contre l'économie de l'ombre, le Togo affirme que la sécurité et la stabilité ne sont pas des slogans, mais des conditions préalables à tout progrès. La loi est votée. Il appartient désormais à tous – institutions, acteurs économiques et citoyens – de faire vivre cet engagement.

M.T

Image du jour

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
FOIRE DES INVENTIONS & INNOVATIONS DU TOGO (F2I)
Inventeurs | Chercheurs | Startups | PME innovantes
Participez au concours national : M2i-Togo 2025 :
Meilleures Innovations/Inventions du Togo
• 12 finalistes seront sélectionnés
• 5 innovations pertinentes primées
• Visibilité nationale
• Opportunités d'accompagnement
• Valorisation économique
Date limite : 3 mars 2026 à 18h00
INFORMATIONS DE CONNEXION
Région : Toutes les régions
Identifiant : m2itogo2025
Mot de passe : m2itogo2025
POSTULEZ ICI
<https://ee.kobotoolbox.org/x/VfbWSnrl>
Du 09 au 12 mars Université de Lomé
Réservez votre place : +228 97 97 97 52
La CCI-Togo, au service des entreprises et du développement.
+228 22 20 88 47 www.cci.tg

Ministère délégué, chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Unité d'Implémentation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.
● Source : tresor.economie.gouv.fr

Créer des emplois pour 1,2 milliard de nouveaux travailleurs dans le monde

Par Ajay Banga

Le monde évolue selon différentes fréquences. Certaines constituent des secousses à haute fréquence – guerres, nouvelles technologies, crises de marché – qui surgissent brutalement et accaparent notre attention. D'autres sont des forces à basse fréquence, d'avancée lente mais inexorable : démographie, mondialisation, rareté de l'eau et des denrées alimentaires.

Les vagues à haute fréquence semblent urgentes. Celles à basse fréquence transforment les systèmes.

Ce qui ne signifie pas que les crises n'ont pas d'importance. Mais nous ne pouvons pas devenir les victimes du « feu lent » simplement parce que la crise immédiate brûle plus fort ou occupe davantage les gros titres. Ignorer ce feu couvant trop longtemps, c'est risquer l'incendie.

L'une de ces forces est déjà à l'œuvre. Au cours des 10 à 15 prochaines années, **1,2 milliard de jeunes dans les pays en développement seront en âge de travailler** – une échelle sans précédent. Selon les trajectoires actuelles, ces économies ne devraient générer qu'environ **400 millions d'emplois** sur la même période – laissant un écart d'une ampleur vertigineuse. On présente souvent cette question comme un défi de développement, et cela en est un. C'est également un défi économique. Et de plus en plus c'est un défi de sécurité nationale.

Ce qui frappait lors de la dernière conférence de Davos, c'est la facilité avec laquelle la question a été écartée – éclipsée par l'urgence du problème du moment. Elle ne doit pas être ignorée lors des prochains forums tels que le G 20.

Si nous investissons tôt dans la formation des personnes et les connectons à des emplois productifs, la nouvelle génération pourra bâtir des vies dignes et constituer un socle de croissance et de stabilité. Si nous ne le faisons pas, les conséquences sont prévisibles : pressions sur les institutions, migrations irrégulières, conflits et montée de l'insécurité, les jeunes cherchant toutes les voies possibles pour avancer.

Le Groupe de la Banque mondiale s'engage résolument sur la première voie, en mobilisant financements publics, expertises, capitaux privés et outils de gestion des risques autour d'une stratégie de l'emploi articulée sur trois piliers.

Premier pilier : établir les infrastructures — humaines et physiques.

Sans énergie fiable, transports efficaces, éducation et systèmes de santé solides, les investissements privés et les emplois ne se matérialisent pas. Si le rôle des infrastructures physiques est bien compris, l'investissement dans le capital humain est tout aussi essentiel. Par exemple,



un centre de formation à Bhubaneswar, en Inde – soutenu en partenariat avec le gouvernement et le secteur privé – forme près de **38 000 personnes** par an. Comme les formations répondent à une demande réelle du marché, presque tous les diplômés trouvent un emploi – ou créent leur propre activité, soutenus par des formations en ingénierie, fabrication et propriété intellectuelle.

Deuxième pilier : instaurer un environnement propice aux entreprises.

Des règles claires et une régulation prévisible réduisent l'incertitude et facilitent la création d'entreprise. Les emplois naissent lorsque les entrepreneurs ont la confiance nécessaire pour investir et croître. Les ressources publiques peuvent aider à catalyser ce processus, mais la création d'emplois à grande échelle repose sur le secteur privé – en particulier les micro, petites et moyennes entreprises qui génèrent la majorité des emplois.

Troisième pilier : accompagner la montée en échelle des entreprises.

Grâce à nos institutions du secteur privé, nous offrons fonds propres, financements, garanties et assurance contre les risques politiques. Un exemple récent est une garantie de financement du commerce soutenant **Banco do Brasil**, qui débloque environ **700 millions de dollars** de financement abordable pour les petites entreprises brésiliennes, notamment dans l'agriculture – orientant le capital vers les acteurs qui stimulent la croissance locale. Nous concentrons nos efforts sur les secteurs où le potentiel d'emploi est le plus élevé : infrastructures et énergie, agro-industrie, soins de santé primaires, tourisme et industrie manufacturière à valeur ajoutée.



Il ne s'agit pas d'une théorie abstraite. Cette approche s'appuie sur des données, des expériences nationales et des choix prudents quant aux domaines où des ressources limitées peuvent produire le plus grand impact. Et ce n'est pas un jeu à somme nulle.

D'ici 2050, plus de **85 % de la population mondiale vivra dans les pays en développement**. Il s'agit non seulement de la plus grande expansion de la main-d'œuvre mondiale de l'histoire, mais aussi de la plus forte croissance en futurs consommateurs, producteurs et marchés. Qu'il s'agisse de développement, d'altruisme, de rendement ou de sécurité, chacun a intérêt à investir dans cet effort. Les pays en développement y gagnent, car les emplois créent revenus, stabilité et dignité. Ils renforcent la demande intérieure et donnent aux jeunes une raison d'investir dans leur avenir chez eux plutôt que de partir.

Les pays développés y trouvent également un avantage. À mesure que les économies en développement croissent, elles deviennent des partenaires commerciaux plus solides, des maillons plus résilients dans les chaînes d'approvisionnement et des voisins plus stables. Leur croissance stimule la demande mondiale et réduit les pressions qui alimentent la migration irrégulière et l'insécurité – des phénomènes qui engendrent des coûts économiques et politiques bien au-delà des frontières.

Pour le secteur privé – institutions financières comme opérateurs – cette dynamique constitue l'un des plus grands gisements d'opportunités des prochaines décennies. La croissance démographique soutenue entraîne une demande durable en énergie, alimentation, santé, infrastructures, logement et production manufacturière.

Le frein n'a jamais été le manque d'opportunités. Il s'agit du risque – réel ou perçu. Et c'est là que les institutions de développement peuvent jouer un rôle catalyseur : financer les infrastructures, soutenir les réformes réglementaires et réduire les risques.

Si nous réussissons, les forces à basse fréquence qui modèlent le monde – en l'occurrence la démographie – deviendront des moteurs de croissance et de stabilité plutôt que des sources de volatilité et de risques. Si nous échouons, nous continuerons de courir après les crises – réagissant à des phénomènes émergeant des années, voire des décennies, à l'avance.

La question n'est pas de savoir si ces forces façonneront l'avenir. Elles le feront. La question est de savoir si nous agissons dès maintenant pour les orienter vers les opportunités – ou si nous attendons qu'elles se manifestent sous forme d'instabilité.

Ajay Banga est président du Groupe de la Banque mondiale.

Occupation anarchique des voies et du littoral

Restaurer l'ordre pour préserver l'équilibre urbain et environnemental

Réunis le 26 février 2026 au ministère de l'Administration territoriale, plusieurs membres du gouvernement ont acté une action concertée pour mettre fin aux occupations illégales des emprises routières et du domaine public maritime, notamment dans le Grand Lomé.

● Junior Aredola

Mobilisation inter-ministérielle pour restaurer l'ordre. Face à la recrudescence des occupations illégales des abords des voies et de la plage, l'État a décidé de hausser le ton. Une séance de travail technique s'est tenue le 26 février 2026 au cabinet du Ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance Locale et des Affaires coutumières, sous la présidence du ministre Awaté Hodabalo. La rencontre a réuni plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre secrétaire général du gouvernement, Stanislas Baba, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le colonel Calixte Madjoulba, ainsi que le ministre de l'Environnement et de la Protection côtière, Prof. Dodji Kokoroko. Le ministre délégué chargé du Développement local, Koamy Gomado, et le ministre délégué chargé de l'Économie maritime, Edem Kokou Tengue, ont également pris part aux travaux. Étaient aussi présents la gouverneure du District autonome du Grand Lomé, Mme Zourehatou Kassah-Traoré, le

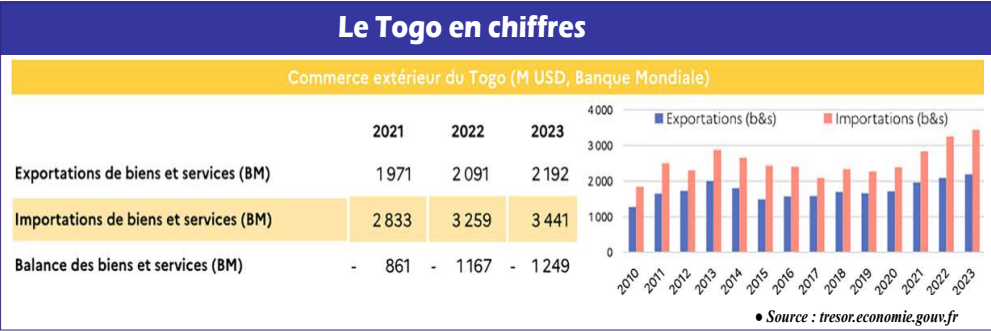


préfet maritime et le directeur général de l'ANASAP. Un état des lieux détaillé a été présenté, mettant en évidence une situation jugée préoccupante : installations précaires et désordonnées, insalubrité, entraves à la circulation et dégradation du cadre de vie sur le littoral. Les échanges ont établi que l'occupation actuelle des emprises routières et du domaine public maritime est, pour l'essentiel, illégale ou irrégulière. Certaines autorisations auraient été délivrées en dehors du cadre réglementaire, tandis que d'autres occupations relèvent d'initiatives purement anarchiques. Bien que des opérations de désencombrement soient menées depuis 2022, les résultats restent en deçà des attentes au regard de l'ampleur du phénomène. À

l'issue des travaux, un comité technique interministériel a été mis en place. Il est chargé d'élaborer, dans les plus brefs délais, un plan d'action opérationnel incluant une phase de sensibilisation des occupants, avant toute opération de déguerpissement conformément aux dispositions légales.

Entre impératif d'ordre public et protection du littoral

La décision du gouvernement s'inscrit dans une double logique : rétablir l'autorité de l'État et préserver un espace stratégique tant sur le plan environnemental qu'économique. L'occupation anarchique des abords des routes compromet la sécurité des usagers et entrave la fluidité du trafic. Sur le plan maritime, l'implantation désordonnée d'installations précaires accentue la dégradation du littoral, déjà fragilisé par l'érosion côtière et les effets du changement climatique. En optant pour une démarche concertée et graduelle, avec une phase préalable de sensibilisation, l'exécutif cherche à concilier fermeté et respect des procédures. La coordination interministérielle vise à éviter les actions isolées et à garantir la cohérence des interventions sur le terrain. Cette stratégie traduit également la volonté de renforcer la gouvernance locale et l'application effective des textes encadrant l'occupation du domaine public.



Capital-risque

La BAD investit 6,5 millions d'euros dans le fonds Saviu II

Le Groupe de la Banque africaine de développement prend une participation de 6,5 millions d'euros au fonds Saviu pour accompagner les start-up technologiques en Afrique francophone.

● Hélène Martelot

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement, a approuvé, le 27 février 2026 à Abidjan, une prise de participation de 6,5 millions d'euros au capital du fonds Saviu II afin de soutenir des start-up technologiques en phase d'amorçage et de première levée de fonds institutionnelle, majoritairement en Afrique de l'Ouest et du Centre francophone. Le Groupe de la Banque investira 4,5 millions d'euros en capitaux propres ainsi que deux millions d'euros sous la forme d'une tranche de couverture de première perte pour le compte de la Commission européenne dans le cadre du Programme Boost Africa. Cette participation de l'institution panafricaine permettra au fonds Saviu II d'accorder la priorité aux entreprises à forte composante technologique ou numérique.



Le fonds de capital-risque Saviu II a pour objectif de réaliser au moins 60 % de ses engagements dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre : la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Bénin, le Sénégal, le Togo, le Burkina Faso et le Mali. Il peut également co-investir en Afrique de l'Est dans des entreprises technologiques prometteuses disposant d'une équipe et d'un modèle commercial solides, ayant pour stratégie de pénétrer le marché des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et d'établir une forte présence dans la région.

Saviu II, le second véhicule d'investissement du Saviu Partners, prévoit notamment d'investir entre 500 000 euros et trois millions d'euros dans une vingtaine de start-up « B2B » technologiques ou à vocation technologique, en phase d'amorçage ou de première levée de fonds institutionnelle. De plus, le fonds consacrera une enveloppe dédiée aux investissements de préamorçage, en apportant des tickets par entreprise pour des prises de participation minoritaires, généralement en co-investissement avec des studios, incubateurs ou autres partenaires de l'écosystème.

Concours de recrutement des enseignants 2026

De nouveaux diplômes autorisés au secondaire

Le Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social et le Ministre de l'Éducation nationale annoncent l'extension des diplômes admissibles au concours national de recrutement des enseignants, session du 11 avril 2026. Les autres conditions demeurent inchangées.

À travers un communiqué conjoint, le Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social et le Ministre de l'Éducation nationale informent les Togolais des deux sexes désireux de candidater au concours national de recrutement de fonctionnaires enseignants que de nouveaux diplômes sont désormais autorisés au second cycle du second

naire. Ce concours, prévu pour le 11 avril 2026 et ouvert par l'arrêté interministériel N°3100/PC/MFP-TDS/MEN du 30 décembre 2025, concerne les niveaux préscolaire, primaire et secondaire général et technique. Au titre des innovations, le diplôme de Master en Sciences du langage est désormais accepté pour la spécialité Français au second cycle du secondaire.

De même, la licence fondamentale en Mathématiques, en Physique et en Chimie est autorisée pour les disciplines scientifiques concernées. Les autorités précisent que toutes les autres conditions de candidature fixées par l'arrêté initial restent inchangées, notamment en ce qui concerne les critères administratifs et les modalités de dépôt des dossiers.

MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DU TRAVAIL ET DU DIALOGUE SOCIAL

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL-LIBERTÉ-PATRIE

COMMUNIQUE

Le Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social et le Ministre de l'éducation nationale informent les Togolais des deux sexes désireux de faire acte de candidature au concours national de recrutement de fonctionnaires enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire général et technique, session du 11 avril 2026, ouvert par Arrêté interministériel N°3100/PC/MFP-TDS/MEN du 30 décembre 2025 qu'au second cycle du secondaire, le diplôme de Master en Sciences du langage pour la spécialité Français et la licence fondamentale en Mathématiques, en Physique et en Chimie sont autorisés.

Toutes les autres conditions de candidature restent inchangées.

Fait à Lomé, le 02 MARS 2026

Le Ministre de l'éducation nationale

Mama OMOROU

P. Le Ministre de la fonction publique,
du travail et du dialogue social,
Le Ministre, Secrétaire Général
de la Présidence du Conseil

Ablam Ahoéfavi JOHNSON

BOAD

DEVELOPMENT DAYS

SAVE THE DATE

📅 11 & 12 JUIN 2026

📍 HÔTEL 2 FÉVRIER,
LOMÉ-TOGO



Autorité des Marchés Financiers

L'AMF-UMOA tient ses 94^{ème} et 95^{ème} réunions du Comité exécutif

Réunie les 26 et 27 février 2026 sous la présidence de Kossi Tenou, l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine a examiné 26 dossiers relatifs au marché financier régional, confirmant sa volonté de répondre avec célérité aux attentes des acteurs de l'UMOA.

● Junior Aredola

L'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA) a tenu, les 26 et 27 février 2026, ses 94^e et 95^e réunions du Comité exécutif, sous la présidence de Monsieur Kossi Tenou, Président en exercice. Au total, les membres du Comité ont examiné vingt-et-un dossiers en décision, trois dossiers pour avis et deux dossiers en information. Les travaux ont principalement porté sur des opérations financières et des demandes d'agrément touchant différents compartiments du marché financier régional. Parmi les dossiers en décision figuraient notamment deux opérations financières par Appel public à l'épargne (APE) et une opération par placement privé, traduisant le dynamisme du recours au marché pour le financement des entreprises et institutions. Le Comité a également étudié une demande d'agrément en qualité d'Apporteur d'Affaires, une demande d'agrément en qualité de Société de gestion d'intermédiation (SGI), ainsi que cinq demandes d'agrément d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). S'y ajoutent deux demandes



d'agrément de Société de gestion d'OPCVM (SGO), trois renouvellements d'agrément en qualité de Listing Sponsor et deux demandes de retrait d'agrément d'Apporteurs d'Affaires. Il convient de rappeler que lors de ses sessions précédentes des 22 et 23 décembre 2025, le Comité exécutif avait déjà examiné vingt-et-un dossiers en décision, deux en avis et deux en information, témoignant d'un rythme soutenu d'activité réglementaire.

Une régulation proactive au service du marché régional

La tenue rapprochée des sessions du Comité exécutif s'inscrit dans une logique d'efficacité et de réactivité. Dans un contexte marqué par une diversification croissante des instruments financiers et des intervenants, l'accélération du traitement des dossiers constitue un signal fort en direction des émetteurs et

investisseurs. En examinant un nombre important d'agréments relatifs aux OPCVM et aux sociétés de gestion, l'AMF-UMOA accompagne le développement de la gestion collective et l'élargissement de l'offre de produits financiers dans l'Union. Cette dynamique favorise la mobilisation de l'épargne régionale et son orientation vers le financement de l'économie. Par ailleurs, le suivi des opérations d'Appel public à l'épargne et des placements privés traduit la vigilance de l'Autorité en matière de protection des investisseurs et de transparence du marché. La régulation proactive apparaît ainsi comme un levier essentiel pour consolider la confiance et renforcer l'attractivité du marché financier régional.

Gendarme du marché financier régional

L'Autorité des Marchés

Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine est l'organe de régulation et de supervision du marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). À ce titre, elle veille à la protection de l'épargne investie en valeurs mobilières, au bon

fonctionnement du marché et à l'information des investisseurs. Son Comité exécutif constitue l'instance décisionnelle chargée d'examiner les opérations financières, d'accorder ou de retirer les agréments aux intervenants du marché et d'émettre des

avis sur les questions réglementaires. La multiplication des sessions et le volume important de dossiers traités illustrent la montée en puissance du marché financier régional, appelé à jouer un rôle croissant dans le financement du développement des États membres de l'UMOA.

Mobilité économique

SEED Project accélère le lancement du U.S. – Africa Youth Talent Combine

Réunis à Los Angeles en marge du NBA All-Star, le SEED Project et ses partenaires ont validé les bases du U.S.–Africa Youth Talent Combine et du Sports Careers Summit. Objectif : faire du sport un levier d'éducation, d'emplois et de mobilité économique entre l'Afrique et les États-Unis.

● Nicole Esso

C'est une étape stratégique qui vient d'être franchie pour le SEED Project. À l'issue d'une table ronde organisée à Los Angeles durant la semaine du NBA All-Star, l'organisation et ses partenaires ont confirmé le lancement prochain du U.S.–Africa Youth Talent Combine et du Sports Careers Summit. Convoquée avec le soutien de son fondateur, Amadou Gallo Fall, la rencontre a réuni des dirigeants d'universités et collèges historiquement afro-américains (HBCU), des représentants des diasporas africaine et caribéenne, des investisseurs à impact, des responsables municipaux ainsi que des acteurs majeurs de l'industrie du sport et du développement de la jeunesse. Le projet repose sur un modèle à double parcours. D'une part, un combine de basketball de haut niveau destiné aux jeunes athlètes, avec tests standardisés, ateliers techniques par poste et mises en situation réelle (5 contre 5). D'autre part, un Sports Careers Summit conçu pour les jeunes non-athlètes ou aux profils hybrides, qui proposera des évaluations d'orientation, des ateliers pratiques, du mentorat et des immersions professionnelles dans des domaines variés : médias, data, opérations sportives, coaching, entrepreneuriat, technologie, esport ou diplomatie sportive. « Il s'agit de définir qui façonnera l'avenir du sport », a déclaré Fabien Anthony, président du Pan



African Council. Selon lui, l'ambition est de permettre aux jeunes de passer du statut de spectateur à celui d'acteur de l'économie sportive mondiale. Les participants ont par ailleurs validé la désignation de Charlotte, en Caroline du Nord, comme ville hôte de la première édition, sous réserve d'un accord final avec les Charlotte Hornets. Le programme prévoit trois jours d'activités au sein de l'arène de la franchise NBA, combinant évaluations sportives et exploration des métiers du sport. Pour Kimberly Nelson, directrice générale du GABA Center, la ville constitue « une salle de classe à ciel ouvert », illustrant l'impact économique et culturel d'un grand événement sportif sur un territoire.

Le sport comme industrie stratégique et outil de prospérité durable

Au-delà de la détection de talents, l'initiative traduit une évolution majeure dans la perception du sport africain et diasporique : celui-ci n'est plus seulement un vecteur de performance athlétique, mais une industrie complète génératrice d'emplois et d'innovation. En intégrant un sommet dédié aux carrières sportives, le projet élargit le

champ des opportunités. Production audiovisuelle, analyse de données, gestion d'événements, marketing sportif, hôtellerie, santé, finance ou aménagement urbain : chaque grande compétition mobilise des centaines de métiers. L'implication de Champs for Change dans la conception du Sports Careers Summit garantit que les jeunes non-athlètes ne seront pas relégués au second plan. « Nous formons une génération de leaders africains et issus des diasporas qui considèrent le sport comme une véritable industrie », a souligné sa cofondatrice Memuna Williams. La feuille de route adoptée sur 90 jours prévoit la finalisation des aspects logistiques avec les Hornets, l'affinement des contenus pédagogiques, la création de passerelles entre les métiers du sport et les programmes universitaires des HBCU et d'institutions africaines, ainsi que la structuration d'un fonds commun de bourses. Cette architecture traduit une vision systémique : connecter formation, opportunités professionnelles et financement, afin d'insérer durablement les talents africains dans les chaînes de valeur mondiales.

Rwanda

Le FIDA accorde 78,5 millions \$ pour moderniser l'agriculture

L'agriculture reste un pilier de l'économie rwandaise, employant environ 64,5 % de la population totale et contribuant à hauteur d'environ 25 % au PIB, selon le Rwanda Development Board. Très dépendante des pluies, elle demeure exposée aux aléas climatiques qui pèsent sur les rendements et menacent la sécurité alimentaire.

Le gouvernement du Rwanda et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé mardi 24 février un accord de financement de 78,5 millions \$ destiné à financer la transformation du secteur agricole. L'initiative vise à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer la résilience du secteur face au changement climatique et à accroître le pouvoir d'achat des ménages ruraux. Le projet appuiera notamment l'irrigation des collines du district de Kayonza et le développement des filières de petit élevage. Au Rwanda, l'agriculture est un secteur économique majeur. Elle emploie environ 64,5 % de la population totale et contribue à hauteur d'environ 25 % au PIB. Elle reste cependant fragile face aux aléas climatiques,



qui freinent les rendements et la sécurité alimentaire. La production locale peine à suivre la demande, ce qui augmente la dépendance aux importations. Entre 2019 et 2021, celles-ci ont atteint en moyenne 655 millions \$ par an, contre 352,4 millions \$ entre 2012 et 2014, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Pour y faire face, le gouvernement rwandais consacre 75 milliards de francs rwandais (51,5 millions \$) au programme national de sub-

vention des intrants de la campagne agricole 2025-2026, soit une hausse de 38,8 % par rapport à la campagne précédente. Le FIDA a établi ses relations avec le Rwanda en 1981. Il a cofinancé 21 programmes et projets de développement rural jusqu'en 2024, pour un total de 791 millions \$ au profit de plus de 1,5 million de ménages. Ces programmes visent à réduire la pauvreté et à renforcer la résilience face au changement climatique.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 2 mars 2026

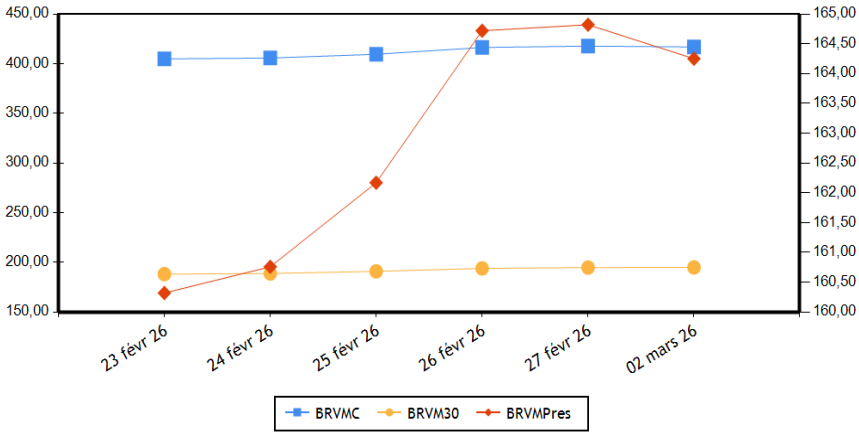
N° 42

BRVM COMPOSITE	416,85
Variation Jour	-0,21 %
Variation annuelle	20,56 %

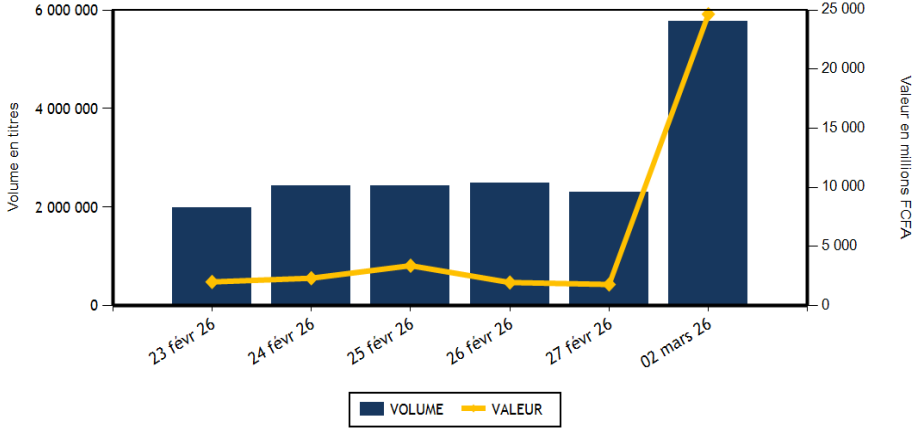
BRVM 30	194,96
Variation Jour	0,08 %
Variation annuelle	17,28 %

BRVM PRESTIGE	164,25
Variation Jour	-0,35 %
Variation annuelle	13,86 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 071 815 424 689	-0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 255 844	-2,12 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 765 190 904	-0,68 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	-8,33 %
Nombre de titres en baisse	21	16,67 %
Nombre de titres inchangés	4	-20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 412 407 122 626	-0,57 %
Volume échangé	3 510 482	194 278,85 %
Valeur transigée (FCFA)	22 881 363 900	149 909,78 %
Nombre de titres transigés	9	-30,77 %
Nombre de titres en hausse	2	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	6	20,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 890	7,47 %	26,19 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 175	7,41 %	50,52 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 125	7,39 %	25,00 %
CIE CI (CIEC)	3 430	7,36 %	45,34 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 000	7,14 %	28,48 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 460	-6,61 %	19,31 %
UNILEVER CI (UNLC)	70 010	-5,77 %	104,56 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 750	-5,50 %	5,36 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 700	-5,03 %	18,88 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	2 215	-4,73 %	216,43 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	164,25	-0,35 %	13,86 %	102 755	762 643 410	12,29
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	289,15	0,04 %	32,85 %	2 153 089	1 002 547 494	17,25

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	160,52	-0,21 %	20,56 %	2 255 844	1 765 190 904	13,98

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	104,92	-0,28 %	10,56 %	17 596	289 514 565	10,12
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	202,83	-2,89 %	17,23 %	23 913	60 571 945	70,83
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	176,47	-0,09 %	20,99 %	2 061 948	813 706 504	10,97
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	297,53	-1,14 %	37,69 %	28 761	255 522 210	15,17
BRVM - INDUSTRIELS	6	208,33	-2,40 %	57,43 %	42 327	106 529 905	21,24
BRVM - ENERGIE	4	149,96	5,77 %	35,21 %	75 348	217 038 975	18,83
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	149,37	4,81 %	41,05 %	5 951	22 306 800	18,53

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,98
Taux de rendement moyen du marché	6,37
Taux de rentabilité moyen du marché	7,73
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	2 455 230,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 352 732 172,45

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	67,57
Ratio moyen de satisfaction	71,93
Ratio moyen de tendance	106,45
Ratio moyen de couverture	93,94
Taux de rotation moyen du marché	0,21
Prime de risque du marché	1,40
Nombre de SGI participantes	34

Économie

Le PIB de la Suisse est en hausse de 0,2%

Le département de l'économie, qui avait déjà publié une première estimation mi-février, a ajusté son évaluation pour le troisième trimestre.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a rebondi au quatrième trimestre, à 0,2%, a confirmé vendredi le département de l'économie, porté par la pharmacie et la consommation intérieure qui «a eu un effet stabilisateur», a-t-il indiqué. Le département de l'économie, qui avait déjà publié une première estimation mi-février, a ajusté son évaluation pour le troisième trimestre, avec une contraction de 0,4%, et non de 0,5% comme estimé précédemment. Pour l'ensemble de l'année 2025, la croissance, corrigée des événements sportifs, est estimée à 1,4% selon les résultats provisoires, contre 1,2% en 2024, a-t-il annoncé dans un communiqué. Non corrigée, la croissance économique pour 2025 est estimée à 1,3%. Après un «fléchissement marqué» au troisième



trimestre, le secteur de la chimie et de la pharmacie, qui pèse lourd dans la balance commerciale du pays alpin, «a renoué avec une croissance modérée» durant le quatrième trimestre, a détaillé le département de l'économie dans le communiqué, précisant que les autres branches exportatrices dans l'industrie ont reculé. «La demande intérieure a été un moteur de l'activité», ajoute le département de l'économie, la consommation privée enregistrant une

hausse de 0,4% durant le quatrième trimestre. «Outre les achats de vêtements et de chaussures, ce sont surtout les dépenses consacrées au logement et à l'énergie ainsi qu'à la santé qui se sont accrues», précise-t-il. La demande intérieure a également été portée par l'hôtellerie et la restauration, en hausse de 1,1%, sur fond d'augmentation des nuitées d'hôtes suisses et étrangers avec la bonne tenue du tourisme. L'année 2025 a été agitée pour l'économie suisse avec les droits de douane américains. Mercredi, le Conseil fédéral a dit être en train d'analyser l'évolution des droits de douane américains suite à leur invalidation la semaine dernière par la Cour Suprême des États-Unis, suivie de l'annonce de Donald Trump d'une nouvelle surtaxe.

(afp)

Inflation

Pourquoi la divergence France-Allemagne casse la stratégie de la BCE

Alors que les prix bondissent dans l'Hexagone, ils ralentissent de façon inattendue chez notre voisin allemand. Ce grand écart européen complique la tâche de Christine Lagarde à quelques semaines de la prochaine réunion monétaire.

L'inflation bondit en France mais ralentit de manière surprenante en Allemagne. Alors que les prix à la consommation ont augmenté de 1 % dans l'Hexagone en février, contre +0,3 % en janvier, selon les chiffres publiés par l'Insee ce vendredi, ils sont tombés à 1,9 % sur un an outre-Rhin, après 2,1 % le mois précédent, selon une première estimation de l'institut statistique Destatis. Les analystes sondés par Factset tablaient eux sur une accélération de l'indicateur à 2,2 %. Ces données confirment «qu'au moins pour l'instant, l'inflation n'occupe plus le haut de la liste des préoccupations des responsables politiques européens», a estimé Carsten Brzeski, analyste de la banque ING, qui s'attend à ce que cet indicateur fluctue autour de 2 % en 2026. Ce ralentissement de février est en partie dû à la chute des prix de l'énergie, à 1,9 % sur un an, la plus importante depuis août après plusieurs mois de baisse plus modérée. Ils sont sans comparaison avec ceux observés lors de la crise énergétique en 2022 et 2023, provoquée par l'invasion russe en Ukraine, quand l'inflation globale atteignait des sommets dans le pays.



Baisse de l'inflation en Allemagne : pas de menace imminente pour la BCE

Autre facteur : la faible hausse des prix alimentaires, qui ont progressé de 1,1 % par rapport à février 2025, contre une augmentation de 2,1 % sur un an en janvier. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, est restée stable à 2,5 %. Quant à l'indice harmonisé des prix, particulièrement scruté par la Banque centrale européenne (BCE), il a freiné à 2,0 % en Allemagne, soit l'objectif visé par l'institution monétaire, contre 2,1 % en janvier. Face au recul général de l'inflation dans la zone euro, la BCE n'a plus diminué ses taux directeurs depuis juin dernier. Début février, sa présidente Christine Lagarde avait prôné la prudence pour la politique monétaire européenne, sans précipitation pour modifier

les taux, malgré la faiblesse de la croissance. À trois semaines de la prochaine réunion monétaire de la BCE, «il ne semble pas y avoir de menace imminente» qui justifierait de changer le cap, a jugé Carsten Brzeski. Si l'Allemagne semble proche de la stabilité des prix, l'inflation persistante en France pourrait compliquer la tâche de la BCE. Le conseil des gouverneurs devra trouver un équilibre délicat entre le soutien à la croissance économique en berne et la nécessité de ne pas relancer la dynamique des prix. Les marchés financiers tablent désormais sur une pause prolongée dans le cycle de baisse des taux, avec une première intervention sur les taux directeurs pas avant le troisième trimestre 2026. Sur le marché des changes, cette divergence entre la France et l'Allemagne pèse légèrement sur la monnaie unique. Le cours euro/dollar a tendance à consolider, les investisseurs anticipant une divergence accrue entre la politique monétaire accommodante de la BCE et la politique restrictive de la Réserve fédérale américaine, qui doit réduire ses taux plus lentement que prévu initialement. Cette dynamique pourrait limiter le potentiel de hausse de l'euro face au dollar à court terme.

(Avec AFP)

L'ÉCO EN BREF

Le cours du pétrole et du gaz grimpe

Le prix du gaz européen, déjà en très forte progression lundi matin, explosait après l'annonce par la compagnie énergétique publique du Qatar, QatarEnergy, de l'arrêt de sa production de GNL à la suite d'une attaque de drones iraniens. Vers 13H30, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré

comme la référence européenne, s'affichait en hausse de plus de 50 % par rapport à la veille.



La production manufacturière française augmente

La production manufacturière de la France a poursuivi sa reprise en février selon l'indice PMI publié lundi par l'agence S&P Global

et la Hamburg Commercial Bank (HCOB). L'indice des acheteurs PMI HCOB pour l'industrie manufacturière s'est au final replié en février à 50,1 - un nombre supérieur

à 50 traduit une expansion, et inférieur, un repli - après un plus haut de 43 mois atteint en janvier (51,2) : c'est ainsi une quasi-stagnation du secteur. Les producteurs anticipent toutefois un raffermissement de la demande et affichent des perspectives de ventes favorables, en se disant optimistes sur de nouvelles hausses de leur production dans les mois à venir, révèle l'enquête.



QatarEnergy annonce suspendre la production de GNL à la suite d'attaques iraniennes

La compagnie énergétique publique qatarie QatarEnergy a annoncé lundi avoir interrompu la production de gaz naturel liquéfié (GNL) à la suite d'attaques iraniennes contre les installations de deux de ses principaux sites de traitement de gaz. «En raison des attaques militaires perpétrées contre les installations de QatarEnergy situées dans les zones industrielles de Ras Laffan et de Mesaieed, au Qatar, QatarEnergy a cessé la production de gaz naturel

liquéfié (GNL) et de produits dérivés», a indiqué la compagnie dans un communiqué. Peu de temps avant, une raffinerie de pétrole saoudienne située sur le Golfe a aussi été visée par une attaque, a indiqué à l'AFP une source au courant des faits sous

couvert d'anonymat, au moment où l'Iran a lancé un nouveau barrage de tirs dans la région. Le ministère saoudien de l'Énergie a annoncé que certaines opérations de sa gigantesque raffinerie de Ras Tanura ont été interrompues.



L'UE affirme qu'il n'y a «pas de craintes immédiates» pour l'approvisionnement en pétrole et en gaz

La guerre en cours au Moyen-Orient n'entraîne pas «d'inquiétudes immédiates»

pour l'approvisionnement de l'Union européenne en pétrole et en gaz, a affirmé lundi une porte-parole de la

Commission. En ce qui concerne plus particulièrement le gaz, les stocks européens sont à un niveau suffisant pour finir l'hiver à un niveau adéquat, et il n'y a pas besoin de prendre des mesures d'urgence, a-t-elle souligné. Des évaluations nationales étaient attendues lundi par Bruxelles au sujet de l'énergie.



(Sélection AFP et Reuters)

Afrique de l'Ouest

À Abidjan, le GIABA mobilise la jeunesse contre le blanchiment de capitaux

La 6^e édition du concours interuniversitaire d'art oratoire du GIABA s'est tenue le 28 février 2026 à Abidjan. Placée sous le thème de l'engagement des jeunes face au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, l'initiative renforce la sensibilisation universitaire dans l'espace CEDEAO.

● Joël Yanclo

Le Groupe intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), institution spécialisée de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a organisé avec succès, le 28 février 2026 à Abidjan, la 6^e édition de son concours interuniversitaire d'art oratoire. L'événement s'est déroulé à l'Université Félix Houphouët-Boigny autour du thème : « La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : quels enjeux pour la jeunesse ? ». Depuis 2013, cette compétition s'inscrit dans une dynamique régionale de sensibilisation du monde académique aux enjeux du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (BC/FT). La cérémonie a enregistré la présence de plusieurs hautes personnalités, dont



le ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Professeur Arsène T. Kobea, des représentants de la CEDEAO, du GIABA, de la CENTIF Côte d'Ivoire ainsi que des responsables universitaires. Environ 150 étudiants, des enseignants-chercheurs et des médias ont pris part à la rencontre, témoignant de l'intérêt croissant suscité par cette initiative régionale. Six candidats issus d'universités francophones et lusophones des États membres du GIABA étaient en lice : le Bénin, Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Togo. À travers leurs plai-

doires, les compétiteurs ont analysé les impacts du BC/FT sur les économies ouest-africaines, les menaces sur la stabilité financière et sécuritaire, ainsi que les mécanismes d'implication de la jeunesse dans la prévention. À l'issue des délibérations, le premier prix a été attribué à Jean Silas Etienne Hounkpatin du Bénin avec 243 points. Il est suivi de Dichenzi Divine E. Gaman de Côte d'Ivoire (208 points) et de Marcos Daniel Pinto Delgado de Cabo Verde (207 points). Les autres candidats, dont la représentante du Togo, ont également été distingués pour la qualité de leurs prestations. Les trois premiers lauréats ont reçu

plaques, ordinateurs portables et récompenses financières respectives de 1 000, 750 et 500 dollars américains. Les autres participants ont bénéficié d'ordinateurs portables et de certificats de participation.

Jeunesse et intégrité financière

Au-delà de la compétition, cette initiative traduit une stratégie claire : ancrer la culture de l'intégrité financière dans les universités ouest-africaines. Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme constituent des menaces majeures pour la stabilité macroéconomique, la gouvernance publique et la sécurité régionale. En mobilisant les étu-

dians autour de ces problématiques, le GIABA cherche à former un vivier de futurs décideurs, juristes, économistes et cadres administratifs conscients des risques et outillés pour y faire face. Les interventions des autorités ont insisté sur la nécessité d'une approche préventive, reposant sur l'éducation, la responsabilité citoyenne et la coopération régionale. Dans un contexte marqué par la sophistication croissante des circuits financiers illicites, l'implication de la jeunesse apparaît comme un investissement stratégique pour la durabilité des économies de la CEDEAO. Ce concours contribue également à renforcer la visibilité du GIABA comme acteur central de la promotion de l'intégrité

financière en Afrique de l'Ouest.

Pilier régional de la lutte contre le BC/FT

Créé en 2000, le Groupe intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest est l'institution spécialisée de la CEDEAO chargée de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans l'espace communautaire. Il accompagne les États membres dans l'élaboration de cadres juridiques conformes aux standards internationaux, l'évaluation mutuelle des dispositifs nationaux et le renforcement des capacités institutionnelles. À travers des initiatives telles que le concours interuniversitaire d'art oratoire, le GIABA élargit son action au champ académique, favorisant la coopération entre institutions communautaires, autorités nationales et universités.



HOROSCOPE finance

Bélier Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Taureau Ne comptez pas sur la chance pour ce qui est de votre situation financière : vous aurez besoin de faire appel à tout votre jugement et à votre sens de l'économie.

Gémeaux Vous pourrez certainement améliorer vos revenus aujourd'hui. Vous aurez aussi tous les atouts en main pour faire fructifier vos économies en les plaçant en Bourse. Surtout, n'oubliez pas de prendre rendez-vous avec votre banquier !

Cancer Voilà une journée assez protégée dans l'ensemble. Votre équilibre financier sera stable. A condition toutefois que vous ne preniez pas de décisions impulsives sous l'impact insidieux de Pluton, qui pourra vous souffler des idées dangereuses. Fuyez les achats ruineux comme les placements à risque.

Lion Sachez que certaines transactions financières demandent beaucoup de patience et une longue préparation. Si vous allez trop vite en besogne, vous risquez d'avoir de bien mauvaises surprises. Ne vous laissez pas aveugler.

Vierge Votre situation financière sera stable. Vous consacrerez davantage de temps et d'efforts à l'amélioration de votre niveau de vie. Certains pourront obtenir une prime quelconque, d'autres parviendront à dégager quelques économies, simplement en organisant mieux leur budget.

Balance Une très bonne journée pour plonger le nez dans vos comptes. Vous consoliderez votre situation matérielle grâce à une complète réorganisation. Favorisez les placements à long terme et réduisez vos dépenses.

Scorpion Vous serez très tenté d'adopter le mode d'investissement que l'on vous aura proposé, même si cela vous oblige à vous endetter. Les arguments en faveur d'une telle démarche ne manqueront pas. Mais si vous analysez bien la situation, vous vous rendrez compte peut-être que l'opération est susceptible de vous apporter plus d'ennuis que de profits. Pour en avoir le cœur net, étudiez la question avec une personne compétente.

Sagittaire Trois astres, pas très gentils, se ligueront. Leur impact combiné peut se révéler dangereux sur le plan financier. Manque de prévoyance, impulsivité, dépenses imprévues et importantes pourront vous déséquilibrer. Reste que quelques natifs sauront profiter de cet impact planétaire pour tenter leur chance et réussir une opération très rentable.

Capricorne Peut-être serez-vous sur le point de renoncer à des avantages matériels ou financiers pour vous épanouir dans la voie que vous avez choisie ? A moins que vous n'envisagiez à plus ou moins long terme d'acheter un appartement ou une maison ?

Verseau Excellentes perspectives financières, grâce aux planètes qui vous sont dans l'ensemble favorables mais surtout grâce aux étoiles fixes. Deux d'entre elles ont en effet pour principal effet de favoriser l'enrichissement, voire les gains inattendus. C'est donc le moment ou jamais d'effectuer des opérations ou des investissements.

Poisson Comme d'habitude, vous serez relativement bien protégé sur le plan matériel. Sachez apprécier votre privilège et prenez-le comme une compensation pour vos possibles déboires dans d'autres domaines de la vie. Ne persistez pas à dénigrer ce dont vous pouvez effectivement jouir en ce moment et à convoiter ce qui vous échappe encore. "Quand on n'a pas ce que l'on aime, il faut aimer ce que l'on a" (Bussy-Rabutin).

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Agoé Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

IMPACT 2030

Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Togo /football

Les Éperviers entrent dans une nouvelle ère avec Patrice Neveu

Le nouveau sélectionneur des Éperviers du Togo, Patrice Neveu, a officiellement signé son contrat le 2 mars 2026 à Lomé. Détermination, rigueur et mérite seront les piliers de sa mission pour redonner fierté et ambition au football togolais.

● *Wilson Lawson*

Une signature placée sous le sceau de l'ambition. C'est à Lomé, le 2 mars 2026, que Patrice Neveu a officiellement scellé son engagement à la tête des Équipe du Togo de football. Le technicien français de 72 ans, lié pour trois ans à la Fédération togolaise de football (FTF), a affiché d'entrée sa fierté et sa détermination. « C'est bien sûr avec beaucoup de fierté que je prends en main le maillot des Éperviers. C'est pour moi un grand honneur », a-t-il déclaré, conscient du poids des attentes nationales. La cérémonie s'est tenue en présence du ministre délégué chargé des Sports, Abdul Fahd Fofana, du président de la FTF, Guy Akpovy, ainsi que de professionnels des médias. Pour les autorités sportives et gouvernementales, cette signature dépasse le simple cadre administratif. Elle incarne le point de départ d'un projet structuré, orienté vers la performance et la stabilité. Guy Akpovy a souligné que cette nomination marque « l'acte de naissance d'une ambition commune », tandis que le ministre a rappelé la volonté du gouvernement de redonner aux Éperviers leur place sur la scène continentale et internationale. Le message du sélectionneur est clair : « Il n'y aura pas de place pour l'improvisation ». Rigueur, organisation claire et respect du maillot national constitue-



ront les fondements de son action. Les portes de la sélection sont ouvertes à tous, joueurs évoluant à l'étranger comme au plan local, à une seule condition : la performance. « Seuls le mérite et la valeur feront la différence », a-t-il insisté.

Restaurer l'identité et la compétitivité du football togolais

La nomination de Patrice Neveu intervient dans un contexte de reconstruction pour le football togolais. L'enjeu dépasse la simple qualification à des compétitions internationales. Il s'agit de restaurer une identité de jeu, de renforcer la discipline collective et de raviver la fierté nationale autour de la sélection. Fin connaisseur du football africain, le technicien français mise sur son expérience du continent pour bâtir un collectif soudé, discipliné et compétitif. Son discours met l'accent sur la constance et la cohésion, deux éléments essentiels pour obtenir des résultats durables. Le choix

de la rigueur comme ligne directrice traduit une volonté de professionnaliser davantage la gestion sportive. En conditionnant la sélection au mérite et à la performance, il envoie un signal fort aux joueurs : l'exigence primera sur toute autre considération. Le soutien affiché des autorités publiques et de la FTF constitue également un facteur clé. La synergie entre institutions sportives et gouvernementales pourrait offrir un cadre stable, indispensable à la réussite du projet. En confiant les rênes des Éperviers à Patrice Neveu, le Togo mise sur l'expérience et la connaissance du terrain africain pour impulser une nouvelle dynamique. L'accord de trois ans conclu avec la FTF traduit une volonté d'inscrire l'action dans la durée. Le nouveau sélectionneur appelle à l'unité autour de l'équipe nationale, sollicitant le soutien des supporters et une collaboration fondée sur la transparence avec la presse. « Faites-moi confiance », a-t-il lancé, conscient que la patience sera nécessaire pour atteindre les objectifs fixés.

Avec ATOP/BB/JK/GKM

Cinkassé/environnement

Le fan club « les Amis d'Adébayor » reboise le jardin d'enfants de l'EEP Central

Une opération de reboisement s'est déroulée le jeudi 26 février dans la cours du jardin d'enfant de l'EEP Centrale de Cinkassé. C'est à l'occasion de la célébration du 42^e anniversaire de l'ex capitaine des Eperviers, Emmanuel Adébayor.

Cette opération est initiée par l'association « Africain rôle modèles » (AROM), réunissant des jeunes appelés « Amis d'Adébayor ». Le but est de célébrer le 42^e anniversaire de naissance du footballeur et de lui rendre hommage pour avoir honoré le Togo à travers le football. Une vingtaine de Céné Siaméa ont été mis en terre dans cet établissement scolaire pour garantir un bon ombrage aux élèves et à leurs encadreurs. Le responsable de l'association, Sédou Azizi a expliqué que cette action constitue le lancement d'un mois de reboisement initié par les membres de la plateforme à travers toutes les régions

du Togo pour prouver leur amour à cette légende et la remercier pour tout ce qu'elle a fait et continue de faire au Togo et à travers le monde entier. La directrice du jardin d'enfants bénéficiaire, Mme Adama Seydou s'est réjouie du choix porté sur son établissement et a remercié les organisateurs pour cette action qui s'inscrit dans la politique de reboisement du gouvernement qui a fixé comme objectif un milliard d'arbres d'ici à 2030. Les



représentants du chef d'Inspection de l'éducation et du directeur préfectoral de l'Environnement de Cinkassé, Pissang Pissikilé et Sgt chef Tchalla Anadé ont pris part à l'opération. L'apothéose de cette opération de reboisement est prévue pour le 26 mars prochain à Lomé où la légende Adébayor même mettra en terre un baobab pour exprimer la grandeur de ses actions et immortaliser l'événement.

Avec ATOP/BB/JK/GKM

Développement local

Le PDC 2026-2031 de la commune Kozah 3 validé

La commune Kozah 3, a validé le projet de son Plan de développement communal (PDC), 2^e génération, couvrant la période 2026-2031, au cours d'un atelier le vendredi 27 février à Awandjelo, chef-lieu de la dite commune.

Cet atelier organisé par le consortium APRODIFE-AJT en collaboration avec la mairie, marque une étape décisive dans la planification stratégique de cette collectivité territoriale. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet : « Vers Unies : vers un dialogue constructif entre acteurs locaux et les institutions locales dans la commune Kozah 3 ». La rencontre a permis de soumettre le projet à une analyse participative et consensuelle en lien avec les priorités socio-économiques de la commune pour les cinq prochaines années, avant sa validation. Ce nouveau référentiel qui fait suite à l'évaluation du précédent plan (2022-2026), vise à consolider les acquis tout en répondant aux nouveaux défis de développement local. Il s'articule autour de quatre axes essentiels à savoir la consolidation de la gouvernance locale et le renforcement de l'administration communale ; l'amélioration de l'accès des populations aux services



de base ; la promotion de l'économie locale et la lutte contre la précarité, ainsi que la gestion durable de l'espace et la protection de l'environnement. Les participants ont d'abord pris connaissance du contenu de ce projet, analysé techniquement les axes stratégiques en travaux de groupe thématiques, puis apporté des amendements avant la validation consensuelle dudit document. Le maire de la commune Kozah 3, Simliwa Tchasso Agnidoufeï, a salué l'engagement de toutes les forces vives. « La réussite de ce PDC est une affaire de chaque citoyenne et de chaque citoyen. J'appelle à l'unité de tous les fils et filles de la commune pour l'atteinte des résultats escomptés », a-t-il déclaré. Il a souligné que

la vision de la commune Kozah 3, à l'horizon 2031, est de devenir un territoire doté d'une administration performante et d'infrastructures de qualité, s'affirmant comme un « grenier des produits bio » pour la région de la Kara, tout en garantissant la cohésion sociale pour ses 23 755 habitants. Le représentant du ministre délégué chargé du Développement local, Me Boudou Mintre, a indiqué que ce document ne doit pas rester un simple texte, mais devenir un véritable « gouvernail » pour transformer la qualité de vie des concitoyens. Il a exhorté le conseil municipal à maintenir cette dynamique inclusive, gage de durabilité des actions engagées.

Avec ATOP/AE/TAL/AR

Binah / Traite et trafic des enfants en milieu rural

La population du canton de Kémériida sensibilisée

Une rencontre d'échanges et de sensibilisation sur la traite et le trafic des enfants en milieu rural, a été organisée le vendredi 27 février à Kémériida (commune Binah 2), par la cellule Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (CEDEAO-UEMOA).

Cette sensibilisation à l'endroit des populations frontalières est placée sous le thème : « Relier les textes, renforcer les communautés, prévenir la traite ». Elle a été financièrement soutenue par la cellule CEDEAO-UEMOA et entre dans le cadre de l'exécution de son programme de travail et budget annuel 2026 et vient en réponse à la priorité des autorités du pays, à prémunir les populations, notamment des jeunes et des femmes des effets néfastes de la traite. L'objectif visé est de réduire l'ampleur de phénomène de la traite des personnes, en particulier celle des enfants et la vulnérabilité des enfants face au trafic dans les régions des Plateaux et de la Kara. Il s'agit aussi d'éradiquer les pires formes de travail des enfants, d'identifier des zones de départ et de transit, de renforcer les capacités des communautés riveraines sur les travaux dangereux interdits. La rencontre a



permis de présenter aux participants la cartographie des risques de traites dans les zones rurales ciblées et d'édifier les populations locales sur l'utilité du mécanisme de dénonciation. Ils ont été également éclairés à travers deux communications relatives à la commission nationale de lutte contre la traite des personnes et au cadre juridique de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants au Togo. Le chargé du programme à la cellule CEDEAO-UEMOA, Lagnie Babimlé Kpadja a exprimé sa gratitude au Président du Conseil pour son engagement personnel et constant dans l'œuvre de construction du pays en offrant un soutien juridique, judiciaire et social et les réformes nationales en faveur des enfants via des

mécanismes et stratégies appropriés. Il a fait savoir qu'en Afrique de l'Ouest l'on estime à plus de 60%, les victimes de traite des enfants. « Les enfants sont notre avenir et un enfant qui grandit en toute sécurité, qui reçoit une éducation tant parentale que scolaire tout en jouissant d'une bonne protection, sera certainement une richesse de demain pour ses parents, sa communauté et son pays », a-t-il précisé. Le secrétaire général de la préfecture de la Binah, Binidi Kpélou a fait comprendre qu'un enfant est une bénédiction pour le couple, une progéniture pour la communauté, un espoir et une relève pour la société, conviant ainsi les parents à veiller sur leurs progénitures. Le maire de la commune Binah 2, Mme Welabalo Tchanda a invité les participants à s'approprier les messages passés et à repartir avec une ferme conviction en disant non aux routes de l'exploitation.

Avec ATOP/AK/TAL/AR

LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DES ACTEURS
DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL

INNOVER

POUR MIEUX
FINANCER



7^{ème} édition
**BRVM
AWARDS
2026**

LADILI
CONSULTING